

# Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 72

DE LYON

Samedi 12 Mars 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES ABONNEMENTS PARTENT DE 1<sup>re</sup> A 15 DE CHAQUE MOIS

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES

A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.  
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent  
le N°

ADMINISTRATION et REDACTION : 3, Rue Stella (à l'entresol)  
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent  
le N°

ABONNEMENTS...  
Lyon et département limitrophes... 5 fr. 10 fr. 20 fr.  
Autres départements... 6 fr. 12 fr. 24 fr.  
Étranger (Union Postale)... 9 fr. 18 fr. 36 fr.

## FAITS DU JOUR

**L'affaire d'espionnage de la marine commence à se préciser.** Martin a été écroué à la Santé. Le prince Ichijo explique comment il entra en relations avec Martin.

**La Chambre, après une question de M. Berthet sur la catastrophe du col de la Parre, a continué la discussion de la loi sur les congrégations enseignantes.**

**Le Président de la République vient de signer une nomination de généraux.**

**Une mission militaire française va être envoyée pour suivre les opérations de la guerre russo-japonaise.**

**Le dernier bombardement de Port-Arthur n'a produit aucun résultat sérieux.** Les Japonais auraient cependant réussi à couler un steamer dans le port.

## LE RAPPEL DU PROJET COMBES

### M. BUISSON

C'est l'homme du jour, l'artisan du projet Combes supprimant les congrégations enseignantes. C'est lui qui, le 10 mars, a été élu pour enterrer la Liberté avec des fleurs de rhétorique et des larmes de caïman.

Une grande renommée, venue on ne sait d'où et très certainement surfaite, accompagnait M. Buisson, député de la Seine, et l'avait même précédé à la Chambre : « Vous le voyez, disaient les uns, c'est un illustre pédagogue ! Vous l'entendez, disaient les autres, c'est un grand orateur ! » On vit, pendant plusieurs mois, M. Buisson collaborer obscurément avec M. Rabier ; on l'entendit enfin et il y eut ce jour-là, parmi ses judicieux admirateurs, beaucoup de réaction et de désappointement. Les plus sincères reconnurent que c'était peut-être bien un excellent pédagogue, mais que ce n'était pas un orateur ; un conférencier tout au plus. Froide comme glace, son éloquence est un tison qui se consume sans jamais allumer.

Discuteur très subtil, très attaché aux textes, c'est un de ces casuistes que Pascal a dépeints dans les *Provinciales* et l'un de ceux qui excellent le plus dans l'art des restrictions mentales. Sectaire autant qu'un homme peut l'être, il conserve néanmoins, dans le ton et dans le langage, les apparences de la modération. Il s'exprime avec une rigidité à la Robespierre et semble absolument convaincu ; mais sa sincérité ne recule pas devant les distinctions et s'accorde avec les flottes. Il semble même parfois qu'il les préfère un peu grosses.

On l'a bien vu pendant la discussion qui vient de s'engager à la Chambre. Son rapport en deux tronçons sur les congrégations autorisées, et particulièrement sur les Frères des écoles chrétiennes, n'est pas sans une certaine analogie avec cette prison de 1793 que Beugnot décrit dans ses *Mémoires* : « Elle était tapissée d'un papier qui multipliait autour de nous les emblèmes et les mots : Liberté, Égalité, Droits de l'homme, Constitution ; il était impossible de lever les yeux sans rencontrer le mot Liberté ou des barreaux,

celui d'Égalité ou des verrous. » M. Buisson possède précisément le même genre d'originalité ; il a sans cesse le mot Liberté à la bouche : Liberté, liberté chérie ! seulement, il lui donne pour emblèmes des barreaux et des verrous.

C'est ainsi, par exemple, que, s'il respecte la liberté d'enseignement, il supprime ceux qui enseignent ; que, profondément respectueux de la liberté, il contraindrait les congréganistes à reprendre la leur en les expulsant de leurs cloîtres ; que, dans le même moment où il ôte tous les droits aux congrégations, il affirme la liberté absolue des citoyens. Et, sans qu'il leur interdise de se réunir, de s'associer, de vivre et de s'habiller à leur guise, de méditer dans la paix du couvent, d'enseigner, d'avoir une usine ou un commerce, il leur accorde effectivement ce même genre de liberté dont, au dire de Figaro, jouissaient les écrivains à Madrid : « Pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs. Pour profiter de cette douce liberté... » Cette douce liberté, M. Buisson la respecte chez autrui, comme M. Guérin respectait la loi.

On préférait, à ce surprenant libéralisme, un peu de tolérance, de bonne grâce, de bonne foi, une dialectique moins subalterne, un penchant moins vif pour la casuistique. Il suffit d'entendre M. Buisson pendant cinq minutes pour se convaincre qu'il ignore ce qu'on doit entendre par étendue d'espérance, qu'il ne soupçonne même pas qu'elle est la qualité magistrale de l'homme.

M. Buisson est né à Paris, le 20 décembre 1841, son enfance fut vagabonde, il commença ses études dans l'Orne, à Argentan, les poursuivit à Saint-Etienne et les acheva dans sa ville natale. S'il est exact que les voyages forment la jeunesse, il dut être, de bonne heure, très formé. Sa santé trop délicate lui ferma les portes de l'École normale, sans l'empêcher, toutefois, de conquérir tous ses grades : il est licencié, agrégé et docteur.

D'abord professeur suppléant à l'Académie de Neuchâtel, il fut nommé par Jules Simon, en 1871, inspecteur primaire. Certains de ses écrits, antérieurs du reste à sa nomination, déchainèrent contre lui les fureurs de l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup. Il exigea formellement la destitution du nouvel inspecteur primaire et l'obtint.

Une fois encore, M. Buisson redevenait errant. Délégué du ministère de l'Instruction publique, il alla visiter les expositions de Vienne, de Philadelphie et, à son retour, fut désigné pour l'inspection générale de l'enseignement primaire. M. Jules Ferry lui confia, en 1870, la direction de cet enseignement et nous l'entrevîmes alors à la Chambre où il avait la mission de défendre les lois scolaires sur la gratuité, l'obligation et la laïcité. Très différents alors de ce qu'il est aujourd'hui, il disait, dans un de ses discours : « Bien loin de proscrire personne, nous faisons appel, au nom de la patrie, à tous ses enfants, sans en excepter les congréganistes. »

Aujourd'hui, M. Buisson renie ce qu'il disait en 1879. S'il reconnaît encore les bienfaits des congréganistes, c'est pour demander qu'on les expulse sans merci, et il verse des larmes hypocrites sur leur sort.

Ces temps derniers M. Buisson a ou des malheurs. A la suite des scandaleuses révélations de M. Charbonnel et du chantage que le f... Delpach faisait dans l'Action contre les agents de change, M. Buisson se démit de la présidence de l'Association nationale des Libres-Penseurs. L'âme en deuil, il est descendu du fauteuil présidentiel. Il se rattrape à la Chambre où, sous son masque de huguenot libre-penseur, il cache l'âme d'un seigneur à froid et d'un jacobin dégénéré.

René RAPPEL.

## Notes Politiques

### LE CAS DU GÉNÉRAL GESLIN DE BOURGOGNE

Le général Geslin de Bourgogne, l'un de nos plus distingués officiers de cavalerie, va être mis en disponibilité pour avoir défilé aux bords de la Saône. On connaît la cause de cette disgrâce de l'éminent officier : le maire bloqué de Chéroux, M. Mahieu, dans un but de réclamation électorale, faisait circuler à domicile des listes de souscription pour les écoles de la ville ; une de ces listes fut remise au domicile du général Geslin de Bourgogne. Celui-ci écrivit la réflexion suivante au bas de l'imprimé : « Il ne fallait pas chasser ceux qui prenaient soin des enfants. »

Cette réflexion, outre qu'elle est extrêmement juste, est des plus anodines et ne constitue pas un cas de rébellion contre la loi. Car, on accuse le général Geslin de Bourgogne de rébellion, tout simplement ! De plus, cette circulaire ne devait pas être retournée au maire ; si le sieur Mahieu l'a eue en sa possession, c'est par des procédés qui ne font pas honneur à sa délicatesse. Mais chacun sait que dans le Bloc on ne regarde pas à l'honnêteté et à la propriété des moyens.

Pour cette faute grave (le général Geslin de Bourgogne est appelé au ministère de la guerre, plus sévèrement réprimandé que s'il avait perdu une bataille, tandis que la presse ministérielle aboie à ses talons).

Résultats : Le général Geslin de Bourgogne sera mis en disponibilité ; la République de M. Combes sera sauvée et les hideux blocards et mouchards de Chéroux feront retentir le Temple des batteries d'allégresse. Pendant ce temps, la France, la vraie France, celle qu'écoeure l'ignominie de tels procédés, se désolait et se lamentait, se demandant quand finira la tyrannie des fous et des criminels qui nous gouvernent.

Ah ! si le général Geslin de Bourgogne, au lieu d'être un militaire, simplement un militaire, était un officier politique, fréquentant et les Loges et les antichambres ministérielles, il pourrait se permettre tous les écarts, interdire la fréquentation des cercles aux soldats, transformer l'armée nationale en garde prétorienne, et il recevrait les éloges et les félicitations des caporaux-bottiers et des mastroquets qui recevraient, en sa compagnie, la lumière du troisième appartement. — Camille Dujou.

## INFORMATIONS

Paris, 11 mars.  
**CONSEIL DES MINISTRES.** — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée sous la présidence de M. Loubet.

MM. Maréjols et Mougeot, indisposés, n'assistaient pas à la séance.  
Le conseil s'est entretenu du projet portant suppression de l'enseignement congréganiste.

dont la discussion doit se poursuivre cette après-midi devant la Chambre.

**LE VOYAGE DE M. LOUBET EN ITALIE.** — On télégraphie de Rome au *Morning Post* : « Par suite de la grève menaçante des ouvriers occupés à la construction du navire de guerre *Regina-Elisena* à la Spezia, le projet de lancement du navire en présence du roi, de la reine et de M. Loubet, en avril, a été abandonné. »

On croit que M. Loubet se rendra directement à Rome.  
**LE REFUS DE M. TISSIER.** — Une agence d'informations nous transmet cette note : « Le bruit a couru que M. Tissier, chef du cabinet du ministre de la marine, a été sollicité d'accepter un poste dans les finances et qu'il a refusé pour cette raison qu'il ne croyait pas avoir mérité. »

Autrement dit, si M. Tissier estimait avoir mérité, il accepterait, comme un châtiment de ses fautes, un poste dans les finances. Quelle terrible punition !

## NOMINATIONS DE GÉNÉRAUX

Paris, 11 mars.  
Le général Oudry, commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie à Orléans, est nommé au commandement du quatrième corps d'armée.

Le général Villon, commandant l'École Polytechnique, est nommé inspecteur permanent des fabriques de l'artillerie.

Le général Corbin, gouverneur de Besançon, est nommé commandant de l'École Polytechnique.

## L'IMPOT SUR LE REVENU

Paris, 11 mars.  
La commission de législation fiscale a de nouveau discuté au sujet de l'impôt sur le revenu. Elle a maintenu sa résolution antérieure d'instituer un impôt, analogue au système en vigueur en Angleterre, et elle a écarté l'impôt global, genre allemand.

La commission a en outre résolu de prendre pour cadre des cédules les contributions directes existantes ; enfin, elle a décidé que dans chaque cédule l'impôt serait établi suivant un tarif dégressif.

## L'Espionnage à la Marine

La gravité de la faute de Martin. — Ce que disent les journaux. — Le prince Ichijo. — Les documents livrés.

Paris, 11 mars.  
Martin, le fourrier du ministère de la marine, arrêté pour trahison, sera soumis à la juridiction civile, la complicité d'une femme étant désormais établie. On l'a incarcéré à la prison de la Santé.

Interviewé par un rédacteur du *Petit Journal*, le prince Ichijo, attaché naval du Japon à Paris, a reconnu avoir été en correspondance avec le fourrier Martin, mais il a affirmé n'avoir jamais vu ce dernier. Martin avait écrit deux fois au prince Ichijo pour lui demander un rendez-vous. Le prince devait le recevoir lundi.

On sait que sa lettre n'est pas parvenue à Martin.  
Les journaux parisiens publient une note de la légation confirmant les renseignements du *Petit Journal*.

La *Libre Parole* déclare savoir, de source autorisée, que Martin aurait été en pourparlers avec l'attaché naval d'une puissance étrangère autre que celui du Japon.

Le *Petit Journal* dit que la perquisition faite au domicile de Martin n'a amené la découverte d'aucun document important. Le concierge a remis aux magistrats une lettre arrivée vendredi à l'adresse de Martin et que ce dernier lui avait rendue en lui disant : « Voici une lettre qui ne m'est pas destinée ; veuillez la rendre au facteur ! »

Ce document a été saisi. Il était à peu près conçu en ces termes :

Monsieur Martin,  
Nous vous remercions de vos offres que nous ne pouvons pas utiliser.  
Nous ne pouvons pas non plus nous rendre à votre rendez-vous.

Signé : Prince Ichijo.

Durant la perquisition, Martin n'a cessé de protester de son innocence. Dans un de ses vêtements on a trouvé une adresse

manuscrite, celle de l'attaché naval italien. Martin prétend que cette pièce a été mise dans sa poche par quelqu'un qui a voulu lui nuire.

Hier après-midi, Mme Martin a subi un interrogatoire à la suite duquel elle a été inculpée de complicité.

## A LA LÉGATION DU JAPON

A la légation du Japon, on déclare que jusqu'au mois de janvier dernier, le capitaine de vaisseau Takano-Outchi occupait à Paris les fonctions d'attaché naval. M. Takano-Outchi, appelé au Japon, ayant quitté Paris dès le mois de janvier, il ne saurait donc être question de lui dans l'affaire Martin. Le successeur de M. Takano-Outchi est le prince Ichijo, membre de la famille impériale.

Il est arrivé à Paris il y a une dizaine de jours. Il a reçu presque aussitôt une lettre signée Martin, lui demandant un rendez-vous. Le prince Ichijo, ne sachant de quoi il s'agissait, a refusé par lettre. Deux jours après, il a reçu une nouvelle lettre du même signataire, insistant pour obtenir un entretien.

C'est alors que le prince a répondu affirmativement au fourrier Martin, mais le prince ne savait pas ce qu'il lui voulait. C'est cette lettre qui est tombée d'adresse et dont la découverte a donné lieu à des commentaires injustifiés.

## UN PROTÉGÉ DE PELLETAN

Les feuilles de « bloc » ont, dès hier, pris les devants et ont déclaré que le fourrier Martin n'était pas un protégé de Pelletan. Cet engagement ne pouvait que paraître suspect.

Martin était au ministère de la marine depuis 1902 où on l'attachait tout d'abord au bureau des constructions navales. Son travail n'était pas satisfaisant, il fut déplacé et envoyé au bureau de l'attaché-major de la flotte. Là encore on se débarrassa de lui en l'attachant au service hydrographique.

Une fois de plus, on eut à se plaindre de l'insuffisance de son travail et de son peu de dispositions. On demanda son renvoi au ministre.

Martin allait donc être expédié de son port d'attache, lorsqu'un personnage de l'entourage immédiat du ministre intervint. On ne pouvait, en vérité, se priver d'un aussi bon serviteur !

On employa pour le faire rester le moyen tant en faveur auprès des individus qui nous gouvernent : la délation.

Et alors, à ce fourrier dont tous les chefs de service avaient à se plaindre, qui allait être cassé aux gages, on donna de l'avancement, un poste de confiance ! On l'attacha comme on le voit, à la 3<sup>e</sup> section de l'état-major général dont l'importance des attributions est très grande.

## COMMENT MARTIN FUT PINCE

On sait que deux lettres émanant de la légation du Japon furent adressées à Martin. Voici exactement à la suite de quelles circonstances une de ces lettres, adressée à Martin, 187, rue de Grenelle, tomba en possession des magistrats.

Ce fut Mme Martin et non comme il avait été dit Martin qui la reçut. Croyant qu'elle n'était pas pour son mari, elle la rendit à la concierge. Dans les lettres en question le secrétaire de l'attaché naval du Japon n'a pas du tout fixé de rendez-vous. Ce qu'il a écrit est beaucoup plus vague ; il a simplement laissé entendre qu'il pourrait se rencontrer avec Martin.

L'opinion du chef de la sûreté est que la tentative d'amorçage n'a pas été suivie de résultat.

Le prince Ichijo a déclaré au *Temps* que la lettre qu'il fit écrire à Martin lui indiquait qu'il le recevrait à son hôtel n'était pas conçue du tout comme celle qui fut publiée par les journaux ; le prince ne pouvait donner un rendez-vous à un maitrot du ministère.

## Accident en Mer

Londres, 11 mars.

Une dépêche de Gibraltar au *Lloyd*, annonce que le vapeur français la *Meurthe*, quittant le port hier, à 10 heures du soir, s'est heurté au croiseur anglais *Hogue*. La *Meurthe* a eu son avant défoncé, il ne fait pas eau actuellement.

D'autre part, une dépêche de Gibraltar ajoute que l'on vit immédiatement au secours de la *Meurthe* qui est rentrée dans le port pour être réparée.

## La Guerre Russo-Japonaise

### Les bombardements de Port-Arthur

Devant Port-Arthur. — Le dernier bombardement. — Une ruée de guerre des Japonais. — A Vladivostok. — Mission militaire française sur le théâtre de la guerre. — Difficultés japonaises. — Dépêches diverses.

**LES BOMBARDEMENTS DE PORT-ARTHUR.** — TÉLÉGRAMMES DE L'AMIRAL ALEXIEFF.

St-Petersbourg, 11 mars (officiel).

Le vice-roi d'Extrême-Orient télégraphie de Moukden au tsar, le 10 mars :

« Le commandement de la forteresse de Port-Arthur rapporte que ce matin, vers une heure, la lumière des nos projecteurs a signalé au large des silhouettes de navires paraissant être des torpilleurs. Nos batteries ont ouvert le feu contre eux.

« A deux heures quarante, nos torpilleurs ont pris la mer, et, vers quatre heures du matin, ont pris contact avec l'ennemi, à l'ouest du phare de Liao-Tchang. Après quelques coups de feu, l'ennemi s'est éloigné vers le sud, dans la direction de Chandonne. Nos torpilleurs sont rentrés dans le port à six heures du matin.

« Quelques torpilleurs, envoyés en reconnaissance, sont entrés une demi-heure après en signalant l'approche de l'ennemi. A huit heures du matin, les Japonais ont ouvert le feu contre nos croiseurs et sur la forteresse. La flotte ennemie, forte de quatorze navires, est restée abritée derrière Liao-Tchang, tant qu'a duré le feu. J'ai l'honneur d'en faire le rapport à Votre Majesté. »

### L'OPINION A VLADIVOSTOCK

Saint-Petersbourg, 11 mars.

Une dépêche particulière de Vladivostok, 10 mars, mande que, comme expression de ses sympathies pour la Russie, la population coréenne de Vladivostok, a mis cordialement à la disposition de la place fortifiée, les forces ouvrières nécessaires aux travaux de fortification.

Les étrangers arrivés de Nagasaki assurent que tous les docks japonais sont occupés à réparer les navires avariés devant Port-Arthur.

L'opinion publique japonaise est extraordinairement surexcitée. Des manifestants parcourent les rues, la musique les accompagne. Des informations mensongères sont répandues en grand nombre parmi la population.

### NOUVELLES DE PORT-ARTHUR

Paris, 11 mars.

Une dépêche de Saint-Petersbourg à l'*Écho de Paris* dit que, d'après les premiers renseignements sur la dernière attaque des Japonais contre Port-Arthur, le bombardement n'a pas donné de résultat appréciable. Les torpilleurs russes envoyés au large pour reconnaître l'ennemi sont rentrés indemnes. Plusieurs bâtiments ont été touchés.

Des dépêches de source anglaise, en date du 9 mars, annoncent qu'il n'y a rien de nouveau à Port-Arthur. Deux torpilleurs en service d'éclairage ont quitté Port-Arthur, dans la matinée du 7 mars. Depuis, on n'en a pas de nouvelles et on craint qu'ils ne soient tombés entre les mains de l'ennemi.

D'après une autre dépêche anglaise, le bruit court que toutes les troupes inutilisées de Port-Arthur iront à Kharbine et à Kérin, à cause de la rareté des approvisionnements à Port-Arthur. On dit aussi que des explosifs ont été placés dans les environs de Dalny, en vue d'une occupation possible de la ville par les Japonais. A New-Chwang, les Russes se disposent à

un tablier de cuir sur les genoux et de la lincelette dans les cheveux... Dieu me pardonne, il est décoré ! Et le baron n'est pas ! Il est vrai que sous le régime que nous subissons l'enfin, c'est bien extraordinaire ! Il ne manie donc pas la marteau ! Regardez-le donc... C'est incroyable ! Il est très bien... Il a des yeux superbes !

Claire, qui jusque-là avait détourné ses regards, les attacha presque durement sur Philippe. Elle était en proie à une sourde colère. Elle eut voulu trouver des paroles blessantes et des regards offensants pour les adresser à cet audacieux. Dans sa vigoureuse carrure, elle le trouvait vulgaire. Tout en lui la choquait, jusqu'à sa mise sombre et sévère qui lui donnait un air digne et sérieux. En même temps, comme dans une rapide vision, la figure du duc passa devant ses yeux. Elle distinguait nettement la tournure élégante et un peu grêle de Gaston, avec son visage allongé, ses cheveux châtains, ses yeux bleus et sa bouche spirituelle, de chaque côté de laquelle tombaient de longues moustaches blondes. Entre Philippe présent et le fantôme du duc, le contraste était complet. L'un incarnait bien dans sa robuste personne la solidité saine de la bourgeoisie ; l'autre était le type achevé de la grâce délicate et légèrement affaiblie de la noblesse.

(La suite.)

FEUILLETON DU « RAPPEL RÉPUBLICAIN »  
12 Mars 1904 (21)

## LES BATAILLES DE LA VIE

### LE MAÎTRE DE FORGES

PAR  
Georges ORENET

VI

La marquise, enveloppée dans ses châles, engourdie par l'air doux, écoutait, une oreille distraite, Claire et la baronne qui causaient, accoudées à la balustrade de granit rose. Le baron, gravement étendu dans un fauteuil à bascule, poussait vers le ciel bleu, avec une lenteur calculée, les bouffées de son cigare. Le marquis crayonnait sournoisement, sur une page de son carnet, la silhouette des deux jeunes femmes se détachant élégante et gracieuse sur le fond clair de l'horizon. Un calme profond entourait le petit coin, et peu à peu une lassitude délicieuse, invincible, s'emparait de tout l'être, alanguissant le corps et endormant la pensée.

Le pas du domestique, faisant crier le sable de l'allée, réveilla tout le monde.

de cette somnolence physique et morale. La marquise ouvrit les yeux ; Claire et la baronne se retournèrent, cessant de regarder vaguement la vallée ; le marquis cacha avec précipitation son carnet dans sa poche. Seul, le baron, avare de mouvements inutiles, se borna à incliner légèrement la tête.

— Monsieur et mademoiselle Derblay demandent si madame la marquise reçoit, dit le valet de pied...

A ces mots, Claire fronça imperceptiblement son front sourcil. Le nom de l'homme par lequel, instinctivement, elle se sentait poursuivie, prononcé là, chez elle, lui déplut. Elle eut comme un pressentiment que cet étranger aurait une influence sur sa vie, et, d'avance, elle se sentit pleine de révolte.

Une amertume soudaine troubla son cœur. L'idée confuse de son abandon était déjà cependant au fond d'elle-même. Et elle se demanda comment M. Derblay, après ses démonstrations passionnées, si timides qu'elles fussent, osait se présenter au château.

Bachelin, il est vrai, avait annoncé sa visite. Il s'agissait d'une sorte de conciliation sur le terrain des affaires. Mais la question d'affaires pouvait n'être qu'un prétexte. Cet homme était-il si hardi, la voyant momentanément délaissée par le duc, de concevoir la pensée de s'approcher d'elle ? Toutes ces réflexions, encore fort obscures, passèrent en une seconde dans son esprit, et furent le point de départ de son aversion pour Philippe.

— Recevez-le, ma tante, recevez-le, s'écria Claire, la baronne le suivit si curieuse de le voir, ce maître de forges ! Il va nous amuser, et nous ferons bavarder sa sœur sur ce qui se passe dans le village. Elle a peut-être le costume du pays. Oh ! que ce serait gentil !

— Mais, ma chère enfant, je ne demande pas mieux que de recevoir, répondit la marquise en souriant...

Et se tournant vers le domestique qui attendait, immobile :

— Priez monsieur et mademoiselle Derblay de bien vouloir venir jusqu'ici. Il y eut un instant de silence, puis la large porte-fenêtre du salon s'ouvrit, et Philippe, accompagné de Suzanne, apparut sur le perron. Un rayon de soleil dorait sa brune et mâle figure. Il se montrait dans toute sa vigueur, tranquille et sévère. Serré dans une longue redingote noire, il semblait plus grand qu'il n'était en réalité. Sa sœur, vêtue d'une très simple robe de drap bleu foncé, se pressait timidement contre lui, le visage animé par l'émotion, inquiète et pourtant résolue, attachant sur son frère le regard de ses grands yeux, comme pour lui donner du courage.

La marquise s'était levée pour aller au-devant des visiteurs. Philippe, très respectueusement, se courba devant elle, en balbutiant quelques paroles entrecoupées, dont la confusion amena un sourire sur les lèvres de la grande dame. Puis, comme pour couper court à la gêne du jeune homme,

avec une grâce charmante prenant la main de Suzanne :

— Dites à votre frère, mon enfant, dit madame de Beaulieu, qu'il est le bienvenu chez moi.

Philippe releva son front penché et, avec un accent de profonde gratitude : — Je ne sais comment vous remercier, madame la marquise, dit-il, de l'accueil si bienveillant que vous faites à mes sœurs. C'est un enfant qui a grandi auprès de moi, sans les soins d'une mère. Elle ne saurait les trouver meilleurs qu'auprès de vous, si vous voulez bien lui faire la faveur de vous intéresser à elle.

Madame de Beaulieu regarda plus attentivement Suzanne, et fut touchée de la grâce naïve et tendre de la jeune fille.

— Venez, que je vous embrasse, ma chère belle.

Et effleurant de ses lèvres les cheveux blonds de Suzanne :

Voilà la paix signée sur le front de cette enfant, ajouta la marquise, en se tournant vers Philippe. Tous vos péchés vous sont remis, mon voisin. Maintenant, venez, que je vous fasse faire connaissance avec ma famille...

Et, désignant de la main Octave qui s'avancait vers eux :

— Le marquis de Beaulieu, mon fils, dit-elle.

La présentation est bien inutile, ma mère, dit avec rondeur le marquis, en tendant la main à Philippe, M. Derblay,

et moi nous nous sommes déjà trouvés en présence. Diable ! cher voisin, vous avez de bonnes jambes, et vos lèvres que je manque si bien ne courent pas si vite que vous, quand vous ne voulez pas qu'on vous rattrape.

— Excusez-moi, monsieur le marquis, répondit Philippe en souriant, si je ne vous ai pas dit qui j'étais... Vous ne paraissez pas animé de sentiments fort sympathiques à mon égard, et j'ai craint de ne l'être pas très bien accueilli par vous, si je trahissais mon incognito.

— Eh ! parbleu, je ne vous connais pas, que par les difficultés que nous avions eues ensemble. Maintenant, c'est autre chose, et j'espère que nous serons bons amis... Mais faites-moi donc le plaisir, je vous prie, de me présenter à mademoiselle Derblay.

Le charme de Suzanne agissait. Empressé, attentif, Octave s'était approché de la jeune fille. Madame de Beaulieu, se tournant alors du côté de Philippe et le désignant à la baronne et à Claire :

— M. Derblay, le maître de forges de Pont-Avennes... Puis montrant les deux jeunes femmes : — La baronne de Préfont, ma nièce, et mademoiselle de Beaulieu, ma fille.

Une rougeur brûlante monta au visage de Philippe, et, sans oser fixer ses yeux sur celle qu'il adorait, il s'inclina si profondément qu'on eût dit qu'il allait s'agenouiller.

— Mais, ma chère, c'est un monsieur ! chuchota la baronne à l'oreille de Claire. Moi qui me le figurais les bras nus avec



bloquer le fleuve et à couler la canonnière *Sitouch*, en cas de marche des Japonais sur la ville, que les troupes russes évacueraient probablement.

Saint-Petersbourg, 11 mars.

On n'a aucun détail officiel complétant la dépêche de l'amiral Alexeïeff arrivée cette nuit, mais on ne dit que le bombardement n'a pas duré plus d'une heure, à une distance de 13 kilomètres environ.

On ne sait pas si les Japonais ont repris la position de combat ou de blocus. Les glaces du fleuve Liao-Kai fondent. On croit que les tentatives de débarquement des golfses Liao-Toung et coréen ne tarderont pas.

D'après un officier de l'état-major, la nouvelle attaque se produisant cette fois de flanc, constitue une reconnaissance offensive, car si les Japonais avaient voulu une attaque décisive, ils seraient venus avec plus de 14 navires.

Les opérations japonaises ont été retardées au-delà des calculs de leur état-major. Le débarquement des troupes en Corée est plus lent qu'on ne le croyait et, en outre, les obstacles du terrain. Sur la mer, les tempêtes continuelles contrarient beaucoup la flotte japonaise qui profite de cet arrêt forcé pour faire des reconnaissances offensives en vue d'attaques futures plus décisives.

#### LES JAPONAIS EN CORÉE

Londres, 11 mars.

Une dépêche de Tokio au *Daily Chronicle* dit que trois divisions japonaises se sont transportées dans le nord de la Corée et ont commencé leur marche en avant. Deux corps d'armée composés de dix divisions auraient déjà été mobilisés. Une dépêche ajoutée que deux sous-marins sont arrivés par chemin de fer à Vladivostok, venant de Port-Arthur.

Une dépêche de Kin-Tchéou au *Daily Chronicle* (de source chinoise) dit que la voie ferrée entre Kharbine et Vladivostok aurait été détruite sur une longueur de deux kilomètres et que les communications télégraphiques seraient interrompues.

Le *Daily Express*, feuille très sujette à caution, publie une dépêche de Nagasaki disant que jusqu'à présent 200.000 hommes ont quitté le Japon pour la Corée et la Mandchourie.

Une dépêche de Shanghai au *Times* dit qu'il a été décidé de placer l'armement de la canonnière *Mandjour* sous la garde d'un croiseur chinois.

Une dépêche de Victoria (Colombie britannique) dit que le capitaine anglais Hill, qui a servi à bord du croiseur japonais *Nissim* et qui vient d'arriver à Victoria, raconte que les Japonais rendent à *Faraday* et qu'ils réussissent à incorporer dans leur flotte. D'après cet officier, les Russes n'auraient endommagé aucun navire de guerre japonais. On voit que, sous l'impression de cette latitude, les Anglais prennent facilement leurs désirs pour des réalités.

LA RUSSIE ET L'ANGLETERRE. — LE TSAR ET GUILLAUME II

Paris, 11 mars.

Une dépêche de Saint-Petersbourg au *Figaro* dit que la lettre affectueuse adressée par le roi d'Angleterre au tsar a produit, dans les hautes sphères russes, une excellente impression, qui s'est immédiatement traduite par une invitation faite aux journaux de tempérer leurs polémiques vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

On rapporte une nouvelle manifestation de la cordialité des rapports existant entre l'empereur d'Allemagne et le tsar. Ce dernier, désireux de confronter à une opinion compétente et désintéressée les rapports qui lui sont fournis sur la marche des événements en Extrême-Orient, a demandé à Guillaume II de lui communiquer directement, au fur et à mesure des événements, l'opinion qu'il en a.

#### L'AMIRAL SKRYDLOFF

Londres, 11 mars.

On télégraphie de Sébastopol au *Daily Graphic* : « Le bruit court que l'amiral Skrydloff, commandant en chef la flotte de la mer Noire, sera nommé au commandement de la nouvelle flotte de la Baltique, qui partira, croit-on, pour l'Extrême-Orient vers la mi-juin. »

#### LES OFFRES DE MÉDIATION

Washington, 11 mars.

Une des puissances neutres qu'il n'est pas possible de nommer se serait assurée de quelle façon la Russie et le Japon accueilleraient une offre de médiation.

Le Japon ne désire pas prêter l'oreille à aucune proposition de médiation ; il est parfaitement décidé de la main de la médiation. La Russie a répondu qu'il ne pouvait être question de médiation en ce moment et qu'il serait impossible d'en parler, tant qu'elle n'aurait pas battu le Japon sur terre et infligé une défaite décisive.

UNE RUSE DES JAPONAIS DEVANT PORT-ARTHUR

Saint-Petersbourg, 11 mars.

Il paraît qu'avant l'attaque nocturne du 9 mars, les Japonais essayèrent déjà par la ruse de boucher l'entrée de Port-Arthur en tentant d'y faire entrer un énorme steamer de commerce chargé de fer. Il entra dans la passe, se plaça de travers et signala qu'il était en détresse, qu'une voie d'eau s'était déclarée et que les pompes ne fonctionnaient pas. Les Russes qui ne se doutaient de rien, apportèrent de prompts secours et remorquèrent le steamer dans le port où, malgré les efforts pour le sauver, il coula. C'est seulement plus tard que les Russes s'aperçurent que leur bonne foi avait été surprise, c'est alors que les Japonais décidèrent de renouveler ouvertement la tentative avec quatre brûlots.

#### JAPON ET CORÉE

Tokio, 11 mars.

Le Japon et la Corée ont signé, hier, le traité de concession du chemin de fer de Wiju à Séoul.

MISSION MILITAIRE FRANÇAISE SUR LE THÉÂTRE DE LA GUERRE

Paris, 11 mars.

Le *Temps* dit que la mission française qui suivra les opérations avec l'état-major russe est dès à présent constituée. La nouvelle ne sera pas officielle avant la semaine prochaine. Elle aura pour chef le général Sylvestre, commandant une brigade à Paris, ancien officier d'ordonnance du Président de la République.

M. Sylvestre sera vraisemblablement accompagné de deux officiers, un chef d'escadron d'artillerie et un capitaine d'infanterie.

Le *Temps* croit savoir qu'une mission militaire, dont la composition n'est pas fixée, sera également envoyée au Japon.

C'est seulement vers le 10 avril que les officiers étrangers sont attendus à Moukden.

Le *Temps* note également que le général Dragomiroff, ancien généralissime, est, depuis quelques jours, très malade.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La séance est ouverte à 2 h. 45 ; M. Brisson préside.

### La Catastrophe de la Parre

M. Berthel pose une question au sujet de la catastrophe de la Parre. M. Berthel rappelle la promesse faite par le ministre de la guerre de faire tous ses efforts pour modifier l'alpinisme exagéré de certains commandants.

M. Berthel lit une lettre d'un capitaine qui a participé à l'expédition du 22 février de laquelle il ressort, par les détails donnés sur la marche entropique, que celle-ci a été conçue et exécutée avec une grande imprudence.

M. Berthel. — La troupe est arrivée la nuit à Barcelonnette, après 24 heures de marche dans la neige. Il s'agissait de reconnaître un col dont l'accès est dangereux même en été. La marche avait été déconseillée par des agents forestiers ; on était parti absolument sans précautions. C'est grâce à la lanterne apportée par le capitaine, auteur de la lettre, que le détachement a été sauvé. Il n'y avait ni médecin, ni guide.

La proposition de la frontière, très omnes par cet accident arrivé après tant d'autres, se demandent pourquoi on sacrifie la vie de nos soldats pour des manœuvres sans utilité. Le représentant du ministre de la guerre a rendu hommage au courage de ces malheureux soldats tombés victimes de leur devoir. (Applaudissements.) Mais il faut établir les responsabilités, il faut interdire les manœuvres en haute montagne. (Applaudissements.)

RÉPONSE DU MINISTRE DE LA GUERRE

Le général André exprime les regrets du gouvernement et du Parlement. Il a décidé que le transport des cadavres serait fait aux frais de l'Etat. (Applaudissements.)

Le général André. — Le commandant de ce bataillon, qui n'est pas un alpin, a entrepris une marche qui n'est pas dans la compétence du chef de détachement qui devait se contenter de faire des marches sur la neige dans les limites de sa garnison. En outre, contrairement aux instructions et aux règlements, un médecin n'accompagnait pas le détachement dans cette marche. Les chefs ont tous donné des instructions qui couvrent leur responsabilité, il n'en est pas de même de celle du chef de bataillon. Celui-ci se trouvait formellement engagé. Le ministre qui a le devoir de se préoccuper de la vie des soldats la frappe de la plus forte peine dont il puisse disposer. (Très bien, très bien.)

L'incident est clos.

Une proposition de M. Cornudet, suivant laquelle toute discussion d'interpellation devra venir à la date fixée est renvoyée à la commission.

### LA SUPPRESSION DES CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES

On continue la discussion sur l'enseignement congréganiste.

CONTRE-PROJET LOQUES

M. Loques présente un contre-projet interdisant l'enseignement aux congrégations, associations confessionnelles, de quelque culte que ce soit, mais l'autorisant dans toutes les colonies françaises. L'enseignement supérieur serait cependant sous le contrôle de l'Etat.

M. Loques. — Je ne comprends pas que l'on fasse la guerre à la soutane sans poursuivre les juifs ou les protestants. Il n'y a rien de changé après le vote du projet de loi sur l'enseignement au lieu d'avoir des hommes en moins, nous aurons demain des moines déguisés en hommes. (Applaudissements, rires.)

M. Loques n'est que médiocrement écouté par la gauche. Il proteste contre la loi en discussion.

Le contre-projet Loques est repoussé par 321 voix contre 3. (Majorité.)

CONTRE-PROJET PÉRET

M. Péret présente un autre contre-projet dont voici le 1<sup>er</sup> article : « L'enseignement de quelque ordre qu'il soit ne peut être donné par une congrégation. Les congrégations autorisées en vue de l'enseignement seront dissoutes dans un délai de cinq ans. Seront fermés dans le même délai les établissements d'enseignement des congrégations autorisées en vue de plusieurs objets, savoir : ceux dans lesquels l'enseignement est donné à des enfants hospitalisés. »

M. Péret estime que le délai de cinq ans est très suffisant et déclare qu'il serait dangereux de laisser l'enseignement aux congrégations qui entretiennent chez les enfants la haine de ceux qui ne pensent pas comme eux. (Bruit à droite.)

M. Péret estime qu'il y aurait avantage à simplifier le projet du gouvernement et se demande pourquoi l'on ne s'en tient pas à la loi de 1901. L'orateur termine en demandant l'adoption de son contre-projet.

M. Péret. — Je ne crois pas que l'Etat ait à se montrer généreux à l'égard des associations qui reconnaissent sa souveraineté.

M. Pichon. — N'êtes-vous pas l'avocat d'un liquidateur ? (Bruit, cris : A l'ordre.)

M. Brisson. — Je suis convaincu qu'un vieux parlementaire comme M. Pichon ne renouvellera pas sa question.

M. Pichon. — Je m'étonne que les avocats députés se fassent les avocats d'office. (Bruit.)

M. Pichon est rappelé à l'ordre.

M. Péret lui reproche de manquer de courtoisie. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. Buisson ne relève dans le projet de la commission et le contre-projet Péret qu'une différence de rédaction. M. Buisson invite M. Péret à renoncer à son contre-projet et à le renouveler lors de la discussion sous forme d'amendement aux articles.

LA DISCUSSION DES ARTICLES

M. Péret accepte cette proposition. On passe à la discussion des articles.

M. Rosambo proteste contre l'article 1 et dit que ses électeurs l'ont envoyé à la Chambre pour défendre la croix contre le triangle. (Applaudissements à droite.)

L'orateur parle de l'alliance du protestantisme et du judaïsme contre le catholicisme et reproche à la majorité de méconnaître les services rendus par la religion.

Puis c'est M. du Halgouët qui vient ensuite défendre les congrégations.

On crie : A l'ordre ! demain !

Un scrutin est ouvert sur une proposition tendant à renvoyer la suite de la discussion à demain. Il donne lieu à pointage.

Voici le résultat : pour le renvoi 271, contre 278.

### MOTIONS DIVERSES

M. Brisson annonce le dépôt par M. Ripert d'une motion invitant le gouvernement à prendre des mesures afin que les députés avocats ne puissent être choisis

comme conseillers ou liquidateurs des biens des congrégations.

MM. Deville et de Pressensé déposent une autre motion tendant à écarter des adjudications de l'Etat les maisons de commerce qui ont pour conseil des membres de la Chambre.

M. Ripert réclame l'urgence et la discussion immédiate de sa motion.

M. Brisson. — Une discussion aussi grave ne peut être discutée au pied levé.

M. Deville propose de renvoyer les deux motions à une même commission.

M. Ripert donne lecture d'une proposition sur les incompatibilités parlementaires ; sa proposition est renvoyée à la commission du suffrage universel.

L'urgence en faveur de la motion Ripert est prononcée par 285 voix contre 236.

M. Ripert insiste pour la discussion immédiate et M. Deville pour le renvoi à la commission.

Le renvoi à la discussion est ordonné par 407 voix contre 157.

L'urgence de la motion Deville est votée par 336 voix contre 165. La motion est renvoyée à la commission.

M. Coustant demande la discussion immédiate de sa proposition sur les incompatibilités.

M. Chaumié déclare qu'une pareille proposition ne peut être discutée ainsi à l'improvise.

M. Guyot-Dessaigne, au nom de la commission, s'engage à déposer le rapport au plus tard dans 15 jours.

Un article additionnel de M. Lasies, à la proposition Coustant, au sujet des agents de change, avocats du ministère, est repoussé par 293 voix contre 187.

La séance est levée à 7 h. 50 ; séance lundi.

### INCIDENTS SCOLAIRES DE PRAGUE

Entrée étudiants slaves et étudiants allemands

Vienne, 11 mars.

Les manifestations de Prague continuent chaque jour sur le Graben contre les étudiants allemands. Les jeunes filles elles-mêmes s'en mêlent.

Les étudiants allemands de Vienne, pour protester contre les affaires de Prague, avaient organisé un meeting à la courbe avec insigne et drapeaux, qui a part couru toute la ville en plein midi, plus de 2.000 étudiants y ont pris part ; l'ordre d'ailleurs a été parfait.

Il est, les étudiants slaves ont voulu, à leur tour, organiser une promenade semblable. Les manifestations se sont renouvelées dans la soirée sur le Graben et la place Venceslas. Des marteaux de tuiles et de briques ont été utilisés comme projectiles. Vers huit heures, on a réquisitionné la troupe qui bientôt a débarrassé les deux places. La police a dispersé les manifestants. Quatorze arrestations ont été opérées.

De leur côté, un millier d'étudiants allemands de Vienne s'étaient massés sur le perron de l'Université, chantant des chants allemands. Trois cents étudiants slaves, armés de bâtons, sont montés à l'assaut du perron. Il y a eu plusieurs blessés. La police a dispersé les manifestants.

### LA DÉCONVENU D'UN LIQUIDATEUR

Un liquidateur de congrégation malmené. — Couturière récalcitrante.

Vannes, 11 mars.

A l'occasion de l'audience en référé intéressant le mandataire du liquidateur, de violentes manifestations se sont produites hier à Plœrmel. Le mandataire, entouré de gendarmes et d'une trentaine de soldats, fut escorté avec des cris hostiles. La foule hua ensuite violemment le commissaire qui, saisissant une couturière qui conduisait au tribunal que la foule envahit, obligant de suspendre l'audience.

Enfin, la couturière a été relâchée et reconduite chez elle triomphalement.

### L'ÉVÊQUE DE TARENTAISE

Paris, 11 mars.

L'évêque de Tarentaise, Mgr Lacroix, est, avec l'archevêque de Rouen et l'évêque de Laval, un des prélats qui n'ont pas adhéré à la lettre des cardinaux au président de la République protestant contre le projet qui suspendrait l'enseignement congréganiste. Le *Bulletin religieux* du diocèse de Tarentaise publie la note que voici :

L'épiscopat presque entier, pour donner satisfaction aux vœux légitimes des catholiques, a adhéré avec empressement à la lettre des cardinaux Richard, Langénieux et Collès.

Pourtant quelques prélats se sont jusqu'ici abstenus. Leurs hésitations s'expliquent aisément. Nous comprenons très bien que des évêques, frappés de l'inutilité de telles démarches et même des inconvénients qu'elles peuvent avoir en donnant un aliment aux passions sectaires, se soient abstenus d'une manifestation publique. Dans le conflit qui s'est engagé, si la rupture du Concordat doit venir, ce n'est pas à l'Eglise d'en prendre la responsabilité. Elle doit s'y préparer en évitant toute mesure qui peut la provoquer.

### LES SOUS-MARINS ANGLAIS

Portsmouth, 11 mars.

Les arbitres ont décidé que quatre cuirassés avaient été torpillés par des sous-marins dans la manœuvre de mardi soir, en vue de l'île de Wight.

Ce succès des sous-marins est très commenté dans les cercles maritimes.

### Petites Nouvelles

Accident à un contre-torpilleur. — On mande de Rochefort :

Ce matin, à 9 h. 12, le contre-torpilleur *Couzeville* faisait un essai à chaud sur place des chaudières et de ses turbines, lorsque la soupape de dégagement ayant cédé, un premier maître, un adjoint et trois ouvriers furent grièvement blessés. Ils ont tous été conduits à l'hôpital militaire.

Grève agricole. — On mande de Cette :

Une grève des ouvriers des champs a éclaté à Beaufort ; les ouvriers demandent 2,25 et 2 litres de vin par jour à toute époque ; c'est une augmentation de 0,25. Les propriétaires refusent ; les grévistes s'efforcent d'empêcher le travail ; la gendarmerie a été appelée sur les lieux par le maire.

La santé de M. Waldeck-Rousseau. — Le député de M. Waldeck-Rousseau pour le département de la Seine, M. de la Chapelle, a été atteint d'une grippe, et, il y a trois jours, son état était continuant à s'améliorer.

Membres de l'Institut blessés. — M. D'Arbois de Jubainville, membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres, a été renversé par un bicyclette au moment où il se rendait à l'Institut. Il s'est fait à la tête une blessure d'une certaine gravité dont le sang sortait en abondance.

Les révolutions du « Figaro ». — M. Mermeix a déclaré à un journal du soir que c'est lui qui a communiqué au *Figaro* les lettres de l'amiral Bienaimé, ajoutant que les documents furent envoyés sans être sollicités.

Le cas du capitaine B... — Les journaux annoncent que le capitaine B... accusé d'avoir frappé un soldat au fort d'Aubervilliers, passera vendredi devant le conseil de guerre.

### SONNET DE MI-CARÊME

Dans un vieux numéro de journal rédigé par des étudiants, pour un jour de mi-carême, nous lisons le joli sonnet suivant de M. Jules Lemaître :

MON NEZ

Mon nez mince, incomplet  
Blait à peine rose ;  
Depuis que le Parroze,  
Il est rouge et moins laid.

Rouge à l'heure qu'il est,  
Comme une apothéose,  
Bienlot, je le suppose,  
Il sera violet.

Rubis, puis améthyste,  
Saphir, enfin, dans peu,  
Mon nez sera bien  
Quand le dominal, triste,  
Sous l'herbe on proie au ver,  
Mon nez sera vert.

Ces strophes sont datées de 1872. M. Jules Lemaître avait alors dix-neuf ans et venait d'entrer à l'école normale.

## Echos et Nouvelles

### RECOMMANDÉ À M. COMBES :

L'empereur de Chine était saisi, ces jours derniers, d'un rapport dans lequel Siang-han, vice-roi intérimaire du Setchoan, dénonçait de mauvais fonctionnaires et concluait contre eux à une punition sévère.

Voici le texte du décret impérial rendu, séance tenante, contre ces hautes personnalités chinoises :

Ton Tsin-tai, préfet du Mou-Kou-tien, Setchoan, laïos ses domestiques s'occupant des affaires officielles et à très mauvaise réputation ;

Ziu Che-Kiou, préfet quémendeur, a trop de confiance en ses secrétaires et ses domestiques et a déjà été accusé de concussion ;

Tchao K'ouan-pou, sous-préfet du Kien-veh-hien, n'a aucun talent pour saisir les vœux et n'en a que pour trouver injustement de l'argent ;

Son Tchao-hi, sous-préfet en essai, menteur et téméraire, n'est pas aimé des commerçants ;

Tchao Hout, sous-préfet, protège toujours ses collègues et emprunte très souvent de l'argent aux commerçants ;

Von Tchao-hi, sous-préfet, est paresseux et menteur ;

Tchao Tchao-ngao, sous-préfet en expectative d'emploi, se conduit mal et se moque de ses collègues ;

Hoang-ye, sous-préfet quémendeur, irritable, menteur, est un vrai voleur ;

Jon P'ing-tai ou Sin-jen, sont menteurs et vénaux ;

Nous les destituons tous.

Et l'Europe nous envie notre administration !

### SÉNATEUR PROLIFIQUE.

Les journaux américains protestent avec une suprême véhémence contre la validation d'un sénateur nouvellement élu, M. Smoot. On ne lui reproche pas d'avoir acheté, avec leur vote, la conscience de ses électeurs ; c'est de sa religion qu'on lui fait un crime. Il est vrai que cette religion n'est pas banale : M. Smoot est un des « prophètes » de l'Eglise mormonne, qui autorise, bien que secrètement, la polygamie.

Les pères conscrits de Washington se méfient à juste titre de l'admission de M. Smoot dans leur vénérable assemblée : leur nouveau collègue est l'heureux époux d'une jeune fille de quarante-deux ans, qui leur rend père de quatre-vingt enfants, que les sexes partagent exactement par moitié : 21 garçons, 21 filles. Mais, officiellement, il se garde bien d'avouer toute cette progéniture. Depuis la promulgation de la loi Woodruff (1890), qui interdit les mariages multiples, les Mormons n'épousent civilement qu'une femme ; ils en épousent ensuite, mormoniquement, autant qu'il leur en vient la religion fantasme.

Mais voyez-vous ! M. Smoot questeur au Luxembourg ! M. Gayot et ses sympathiques collègues devraient forcément lui abandonner une partie de leurs appartements.

Et c'est M. Piot qui jubilerait ! 42 petits sénateurs sous la coupole !

### JEUX DE L'ESPRIT

Le baron lit dans son journal : « Dans leur dépêche, les Japonais accusent 3 hommes tués et 60 blessés... »

Interrompant sa lecture, il s'indigne : « Accuser ainsi des malheureux, dit-il, faut-il être lâche ? »

### REPRÉSENTATION DE LA PRESSE

Du 21 Mars

L'OPÉRETTE AU GRAND THÉÂTRE

Nous avons pensé qu'au cours de la période wagnérienne où plane le Grand-Théâtre, il serait tout au moins curieux de descendre, pour un jour, des hauteurs de la Tétralogie et de faire jouer une opérette par les artistes et l'orchestre de notre scène lyrique.

Il y a quelque vingt ans, nos aînés de la presse lyonnaise organisèrent une représentation de la *Fille de Madame Angot* avec les pensionnaires du Grand-Théâtre. Le succès fut immense ; il est resté légendaire dans les annales des coulisses. Un pareil exploit ne se recommence pas ; mais restant dans le même ordre d'idées, il nous a semblé qu'une tentative de ce genre, bien que plus modeste, ne pouvait manquer d'être intéressante et d'exciter la curiosité.

C'est pourquoi à côté de *Bataille de Dames*, la si délicate et si spirituelle comédie en trois actes de Scribte et Leconte, interprétée par MM. J. Truffier, Pierre Lange, Robert Mmes Jullier et Renée du Min, se jouera l'opérette de la Française, on applaudira les artistes du Grand-Théâtre dans la plus charmante et la plus fine opérette en un acte d'Offenbach : nous avons nommé *La Chanson de Fortunio*, poème, de Ludovic Halévy et H. Clément.

Et ce ne sera vraiment pas banal d'entendre notre bel orchestre, dirigé par le maître Flon, dans une œuvre de verve légèreté, de gaieté entraînant, alors que la veille il jouait du Wagner.

Contraste piquant servira non seulement comme de repos au public, mais il constituera une attraction originale et rare, tout en complétant de la façon la plus curieuse, avec le numéro de danses inédit et le grand ballet, le programme de la représentation de gala du 21 mars.

# LA VIE LYONNAISE

## Société Lyonnaise des Beaux-Arts

### LE SALON DE 1904

#### I La Sculpture

(Suite)

Voici le Rappel Républicain du 5 mars.

Puis voici un petit groupe, une *Famille de chiens* (75







